

Résultats 2016 de La Poste

849 millions de profits, mais pas pour l'intérêt général

Avec 849 millions d'€ nets pour l'exercice 2016, le groupe La Poste affiche cette année encore des profits considérables, en hausse de 33 % ! Une fois de plus, ils sont issus d'événements exceptionnels tels que la vente d'une société et des reprises de provision (épargne logement suite à des départs massifs d'épargnants en 2015 et sur des avantages pour les postiers, l'état prenant le relais pour les aides à domiciles des retraités et les chèques vacances). Ces profits reposent aussi, comme l'année dernière sur la croissance de l'express, des augmentations tarifaires, le désengagement des villes et des territoires et des suppressions massives d'emplois.

Une stratégie auto-centrée sur les profits

Cette année encore SUD PTT pose la question du sens de cette stratégie qui a mis la collectivité au service de la rentabilité de La Poste, exactement le contraire de ce que l'on attend d'un grand service public. Ces profits ne sont en effet pas fléchés vers la qualité du service public postal, son amélioration, la pérennité de ses infrastructures et de l'intégralité de ses missions et surtout vers le plein emploi. Un comble pour une entreprise sous contrôle de l'Etat, complice de cette stratégie du moins disant social.

L'emploi, levier de productivité

Coté social, même si La Poste se vante d'un recrutement de 10 220 CDI en France, au final, les chiffres annoncés sont inquiétants puisque le solde est négatif pour l'emploi en 2016 : - 6 695 (-2.82 %) passant de 237 384 à 230 689 personnes dans la maison mère. Et le chiffre est encore plus important si on prend l'effectif moyen puisque la baisse est de - 7023. Coté précarité, le nombre de CDD passe de 16 080 à 19 435 pour 2016, malgré les boniments de la direction sur les «bénéfices du développement de La Poste» pour les postier-es. Les heures supplémentaires : + 41 044 (+ 1.39%) passant de 2 946 817 à 2 987 861 heures, soit l'équivalent de... 1 858 emplois ! Ces chiffres démontrent le manque chronique d'effectifs dans les services. Les postier-es n'en peuvent plus de leurs conditions de travail, ainsi ils sont plus de 15 000 à être entrés dans des dispositifs de pré-retraite, démontrant le malaise régnant dans l'Entreprise !

Paris le 23 février 2017

**Fédération
des activités postales
et de télécommunications**

25/27 rue des Envergies 75020 Paris
Tél : 01 44 62 12 00 Fax : 01 44 62 12 34
Courriel : sudptt@sudptt.fr Site : www.sudptt.fr



Alerte rouge sur la santé des postier-es

Les indicateurs sociaux dont nous disposons déjà sont toujours aussi alarmants puisqu'ils continuent à se dégrader! Ils confortent l'alerte que nous lançons dès septembre 2016 sur le stress généralisé des postier-es qui sont nombreux-ses à souffrir au quotidien de l'accroissement de la charge de travail et des restructurations incessantes :

Les Journées absences pour accident de travail et de trajet ou maladie pro croissent en 2016 : + 8 720 (+1.13 %) passant de 773 969 à 782 689

Taux de fréquence accidents travail avec arrêts en 2016 : + 1.50 (+6.07 %) passant de 24.71 à 26.21

Taux de gravité accidents travail avec arrêts en 2016 : + 0.08 (+5.88 %) passant de 1.36 à 1.44.

A part ça tout va bien pour la DRH du groupe..

Fermetures de bureaux de poste en masse

Coté service public, force est de constater que la qualité de service laisse à désirer, avec des taux de réclamation importants dans les services colis, mais aussi avec des levées de boucliers de collectifs de citoyen-nes, d'élu-es et de syndicats partout en France où la direction de La Poste a décidé de fermer ses infrastructures, bureaux de poste mais aussi centres de tri. En 2016, La Poste a transformé plus de 400 bureaux de plein exercice en Relais Poste ou agence commerciales. Plus personne n'est dupe des « transformations » quand le bureau a disparu avec la diversité d'opérations qu'on pouvait y réaliser et que le vigile d'un Carrefour Market vous délivre vos recommandés.

Une riposte d'ampleur se prépare

Dans tous les cas nous continuerons à sonner l'alarme sociale face à une direction et un Etat qui restent dans le déni. La récente adoption d'un accord sur « l'amélioration » des conditions de travail des facteurs-trices ne trompe personne en recueillant seulement 30% de signatures et l'opposition majoritaire dans la distribution de la CGT et SUD PTT. Les signaux qui nous remontent du terrain sont très préoccupants et on se doit d'y répondre avant que de nouveaux drames se produisent. La stratégie de La Poste a fait, fait et fera des dégâts si l'on ne l'infléchit pas rapidement. Pour l'emploi et pour le service public des actions sont prévues dès le mois de mars.